ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 14 février 1990, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la responsabilité du fait des produits défectueux", a donné le 15 mars 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 februari 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de aansprakelijkheid voor produkten met gebreken", heeft op 15 maart 1990 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

L'article 1er reproduit la règle de l'article 1er de la directive, mais avec une modification à savoir les mots "de son produit" ont été remplacés par "du produit qu'il a mis en circulation".

Tel qu'il est rédigé, l'article 1er du projet pourrait donner à penser que la victime du défaut d'un produit doit prouver, pour être indemnisée, que le producteur a mis le produit en circulation, ce qui n'est pas le cas : la victime ne doit prouver que le dommage, le défaut du produit et le lien de causalité entre le défaut et le dommage (article 7 du projet qui reproduit la règle de l'article 4 de la directive) et c'est au producteur qu'il incombe, pour être exonéré de toute responsabilité, de prouver qu'il n'a pas mis le produit défectueux en circulation (article 8, a, du projet de loi qui reproduit l'article 7, a, de la directive). Le producteur est, selon la directive, présumé avoir mis le produit en circulation jusqu'à preuve du contraire.

Il y a lieu d'omettre les mots "qu'il a mis en circulation" et d'écrire à la fin de l'article 1er, comme le fait la directive : "causé par un défaut de son produit".

Article 2.

Alinéa 1er.

La seconde phrase de l'alinéa 1er, à savoir "l'électricité est également un produit au sens de la présente loi" doit devenir un alinéa distinct, qui deviendrait l'alinéa 2 de l'article 2 du projet.

Alinéa 2 (qui devient l'alinéa 3).

Suivant l'exposé des motifs consacré à l'article 2, alinéa 2 (p. 8-9), dans les produits du sol seraient englobés les produits des industries extractives. Une telle conception des produits du sol contredit manifestement le texte de l'article 2 et du troisième considérant de la directive ainsi que les motifs qui y sont exposés.

Pour éviter toute ambiguïté, l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche sont cependant exclus de l'application de la présente loi à moins qu'ils n'aient subi une première transformation".

Article 3.

A la cinquième ligne, il y a lieu d'ajouter après les mots "d'une partie composante" les mots "d'un produit fini".

Article 4.

Paragraphe 2.

Il y a lieu de remplacer les tirets par 1E et 2E.

La même remarque vaut pour les articles 5 et 8.

L'alinéa 2 donne une définition de fournisseur qui n'est pas prévue dans la directive. Une telle définition est admissible à condition qu'elle ne donne pas à la notion de "fournisseur" une extension qui serait contraire non seulement à cette notion en droit commun, mais aussi à l'esprit de la directive.

Dès lors, si, comme le relève l'exposé des motifs (page 12), peut être fournisseur, suivant la définition prévue à l'article en projet, le médecin qui utilise ou qui administre à un patient une substance qui provoque un dommage, une telle définition n'est pas admissible parce qu'elle étend la notion de fournisseur à celle d'utilisateur.

L'alinéa 2 doit, dès lors, être omis.

Article 6.

L'article 6 du projet donne une définition de la "mise en circulation" qui ne se trouve pas dans la directive.

La définition d'un mot dans un texte législatif ou réglementaire ne se justifie que dans la mesure où ce mot a, dans ce texte, un sens différent de celui qu'il a dans le langage courant (ou dans d'autres textes de loi ou de règlement). Il se justifiait, par exemple, de définir le mot "produit" dans le texte du présent projet puisque ce projet ne s'appliquera

pas à certaines choses (produits de la chasse, de la pêche) qui sont des produits dans le langage courant. Mais l'expression "mise en circulation" n'est pas employée dans un sens différent de celui qu'elle a dans le langage courant. Tout juge doté d'un minimum de bon sens pourra dire, sans le secours d'une définition, qu'un produit volé n'a pas été mis en circulation par son producteur, qu'un produit remis à un laboratoire pour y être soumis à des tests n'a pas été mis en circulation. La définition est, au surplus, beaucoup moins claire que l'expression définie. Il serait, partant, préférable de l'omettre.

Article 8.

f.

On peut se poser la question de savoir si c'est intentionnellement que le texte de l'article 7 (f) de la directive ne donne pas au producteur de matière première la possibilité de s'exonérer qui est accordée au fabricant d'une partie composante, alors que ce fabricant et ce producteur sont mis sur le même pied par l'article 3. Si cette exclusion était intentionnelle de la part des auteurs de la directive, l'ajout fait par la loi en projet devrait être omis.

Article 10.

Paragraphe 2.

Le texte ne reproduit pas entièrement l'article 8.2 de la directive en ce que celui-ci permet d'assimiler à la faute de la victime la faute dont la victime est responsable.

Cette omission est justifiée dans l'exposé des motifs par la circonstance que la jurisprudence de la Cour de cassation en la matière ne serait pas définitivement fixée et qu'"Il a donc paru préférable de ne pas figer définitivement, dans le domaine précis et limité de la responsabilité du fait des produits, une position qui n'a pas été réellement consacrée dans toutes ses dimensions par notre jurisprudence".

Cette justification n'est guère convaincante. On peut mettre en doute que la jurisprudence de la Cour de cassation en la matière ne soit pas définitivement fixée. De toute façon, la solution adoptée par la directive est claire et il n'y a aucune raison de l'écarter.

Article 11.

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le Roi peut ... afin de la rendre conforme aux décisions prises par le Conseil, en application de l'article 18.2 de la directive 85/374/CEE du 25 juillet 1985 relative ... (la suite comme au projet)".

Article 12.

Paragraphe 1er.

Mieux vaut écrire : "à compter de la date de la mise en circulation du produit, à moins ...".

Paragraphe 2.

A l'alinéa 1er, les mots "sans que le délai de dix ans fixé par le présent article puisse être dépassé" ne figurent pas dans la directive et, au surplus, sont de nature à rendre

cette disposition difficilement compréhensible, compte tenu de la fin du paragraphe 1er.

Ces mots doivent, dès lors, être omis.

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire en s'inspirant de l'article 10.2 de la directive :

"Les dispositions du Code civil relatives à l'interruption et à la suspension de la prescription sont applicables à cette action".

Article 14.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 vise l'hypothèse où le dommage n'a pas été réparé en application d'un des régimes visés à l'alinéa 1er qui soumet à la législation organisant un tel régime les personnes qui en bénéficient et qui pourraient prétendre à l'indemnisation dudit dommage.

L'alinéa 3 vise l'hypothèse où une indemnisation a été accordée en application de ladite législation. Mieux vaut, dès lors, intervertir les alinéas 2 et 3 et faire de l'alinéa 3 un alinéa 2 et de l'alinéa 2 un alinéa 3.

Par ailleurs, la rédaction du texte français de l'alinéa 2 n'est pas des plus heureuses; en effet, les termes "dans la mesure où ce dommage n'est pas réparé en application d'un des régimes visés à l'alinéa 1er" pourraient laisser entendre que le droit de demander réparation conformément à

la loi en projet n'est reconnu que pour la partie du dommage qui n'a pas été réparée en application d'un desdits régimes, alors que c'est tout dommage, non réparé suivant un tel régime, qui donne lieu à réparation en application de la loi en projet, "pour autant qu'une action de droit commun contre le responsable ... soit ouverte". Mieux vaut, dès lors, écrire l'alinéa 2 dans les termes suivants :

"Lorsqu'un dommage couvert par la présente loi n'est pas réparé en application d'un des régimes visés à l'alinéa 1er, le bénéficiaire d'un tel régime a le droit de demander réparation de ce dommage conformément à la présente loi, pour autant qu'une action de droit commun contre le responsable du dommage lui soit ouverte".

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel l.

Artikel 1 neemt de bepaling van artikel 1 van de richtlijn over, maar met een wijziging, namelijk de vervanging van de woorden "in zijn produkt" door de woorden "in het produkt dat hij in het verkeer heeft gebracht".

Zoals artikel 1 van het ontwerp is geredigeerd, zou het kunnen laten uitschijnen dat degene die door het gebrek van het produkt gelaedeerd is, om schadevergoeding te ontvangen moet bewijzen dat de producent het produkt in het verkeer heeft gebracht, wat niet het geval is : de gelaedeerde moet alleen de schade, het gebrek van het produkt en het oorzakelijk verband tussen het gebrek en de schade bewijzen (artikel 7 van het ontwerp dat de bepaling van artikel 4 van de richtlijn overneemt) en het is de producent die, om van alle aansprakelijkheid te worden ontheven, moet bewijzen dat hij het produkt met gebreken niet in het verkeer heeft gebracht (artikel 8, a, van het ontwerp van wet dat artikel 7, a, van de richtlijn overneemt). De producent wordt, volgens de richtlijn, geacht het produkt in het verkeer te hebben gebracht, tot bewijs van het tegendeel.

De woorden "dat hij in het verkeer heeft gebracht" moeten vervallen en aan het slot van artikel 1 schrijve men, naar het voorbeeld van de richtlijn : "veroorzaakt door een gebrek in zijn produkt".

Artikel 2.

Eerste lid.

De tweede volzin van het eerste lid die bepaalt dat "onder produkt (...) in de zin van deze wet ook elektriciteit (wordt) verstaan" moet een afzonderlijk lid vormen, dat het tweede lid van artikel 2 van het ontwerp wordt.

Tweede lid (dat het derde lid wordt).

Volgens de memorie van toelichting die handelt over artikel 2, tweede lid (blz. 8-9), zouden de produkten van de bodem de produkten van de mijnbouwnijverheid omvatten. Een zodanige opvatting over de produkten van de bodem is kennelijk in tegenspraak met de tekst van artikel 2 en van de derde considerans van de richtlijn, alsmede met de toelichting die daarbij wordt verstrekt.

Wil men elke dubbelzinnigheid vermijden, dan zou het tweede lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De produkten van de landbouw, van de veefokkerij, van de jacht en van de visserij vallen evenwel buiten de werkingssfeer van deze wet, tenzij ze een eerste bewerking of verwerking hebben ondergaan".

Artikel 3.

Op de vierde regel dienen na de woorden "van een onderdeel" de woorden "van een eindprodukt" te worden toegevoegd.

Artikel 4.

Paragraaf 2.

De streepjes dienen te worden vervangen door 1E en 2E.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 5 en 8.

Het tweede lid geeft van leverancier een definitie die niet in de richtlijn staat. Zo een definitie is aanvaardbaar op voorwaarde dat ze aan het begrip "leverancier" geen verruiming geeft die strijdig zou zijn, niet alleen met dat begrip naar gemeen recht, maar ook met de geest van de richtlijn.

Derhalve kan, zoals de memorie van toelichting (blz. 12) te kennen geeft, de arts die een stof gebruikt of aan een patiënt een stof toedient welke schade veroorzaakt, volgens de in het ontworpen artikel bepaalde definitie, weliswaar leverancier zijn, maar zo een definitie is niet aanvaardbaar omdat ze het begrip leverancier uitbreidt tot dat van gebruiker.

Het tweede lid moet derhalve vervallen.

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp geeft een definitie van "in het verkeer brengen" die niet in de richtlijn te vinden is.

Het definiëren van een woord in een wet- of verordeningstekst is slechts gerechtvaardigd in zoverre dit woord in die tekst een verschillende betekenis heeft dan die welke het in het gewone taalgebruik (of in andere wet- of verordeningsteksten) heeft. In de tekst van dit ontwerp was het bijvoorbeeld gerechtvaardigd een definitie te geven van het woord "produkt", omdat dit ontwerp niet toepasselijk zal zijn op sommige zaken (produkten van de jacht, van de visserij) die produkten zijn in het gewone taalgebruik. De uitdrukking "in het verkeer brengen" wordt echter niet in een andere betekenis gebruikt dan die welke zij in het gewone taalgebruik heeft. Iedere rechter met een minimumdosis gezond verstand zal ook zonder definitie kunnen zeggen dat een gestolen produkt niet door de producent ervan in het verkeer is gebracht, dat een produkt dat aan een laboratorium is afgegeven om er te worden getest niet in het verkeer is gebracht. De definitie is bovendien heel wat minder duidelijk dan de uitdrukking die gedefinieerd is. Het zou derhalve beter zijn ze weg te laten.

Artikel 8.

f.

Men kan zich de vraag stellen of het gewild is dat de tekst van artikel 7 (f) van de richtlijn aan de producent van grondstoffen niet de mogelijkheid geeft om te worden ontheven van aansprakelijkheid, terwijl die wel geboden wordt aan de fabrikant van een onderdeel, hoewel die fabrikant en die producent door artikel 3 op voet van gelijkheid worden gesteld. Indien die uitsluiting zo bedoeld is door de stellers van de richtlijn, zou de toevoeging door de ontworpen wet moeten vervallen.

Artikel 10.

Paragraaf 2.

Artikel 8.2 van de richtlijn wordt in de tekst niet helemaal overgenomen in zoverre de richtlijn de mogelijkheid geeft om de schuld van de gelaedeerde gelijk te stellen met die waarvoor de gelaedeerde verantwoordelijk is.

Die weglating wordt in de memorie van toelichting gerechtvaardigd door de omstandigheid dat de rechtspraak van het Hof van Cassatie terzake niet definitief zou vaststaan en dat "... het (daarom) wenselijk (is) gebleken dat precies op het beperkte gebied van de aansprakelijkheid voor produkten met gebreken geen definitief standpunt wordt ingenomen dat door onze rechtspraak in haar verscheidene vormen niet echt wordt geschraagd".

Die rechtvaardiging is weinig of niet overtuigend. Dat de rechtspraak van het Hof van Cassatie terzake niet definitief vast zou staan kan worden betwijfeld. Hoe dan ook de door de richtlijn voorgestelde oplossing is duidelijk en er is geen enkele reden om daarvan af te wijken.

Artikel 11.

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te redigeren :

"§ 3. De Koning kan ... ten einde het in overeenstemming te brengen met de besluiten die de Raad heeft vastgesteld met toepassing van artikel 18.2 van de richtlijn 85/374/EEG van 25 juli 1985 betreffende ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 12.

Paragraaf 1.

Het zou beter zijn te schrijven : "te rekenen vanaf de dag van het in het verkeer brengen van het produkt, tenzij ...".

Paragraaf 2.

De woorden "zonder dat de in dit artikel gestelde termijn van tien jaar mag worden overschreden", die in het eerste lid voorkomen, staan niet te lezen in de richtlijn en kunnen ervoor zorgen dat die bepaling mede door het slot van paragraaf 1 verstaanbaar wordt.

Die woorden moeten derhalve vervallen.

Het zou beter zijn om in het tweede lid, naar het voorbeeld van artikel 10.2 van de richtlijn, te schrijven :

"De bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende schorsing en sluiting van de verjaring zijn op die rechtsvorderingen van toepassing".

Artikel 14.

Tweede lid.

Het tweede lid handelt over het geval dat de schade niet is vergoed uit hoofde van een regeling bedoeld in het eerste lid, volgens hetwelk de personen die uitkeringsgerechtigd zijn en die aanspraak zouden kunnen maken op de vergoeding van die schade, onderworpen blijven aan de wettelijke bepalingen betreffende zo'n regeling.

Het derde lid doelt op het geval dat met toepassing van die wettelijke bepalingen een vergoeding is toegekend.

Het zou dan ook beter zijn om de volgorde van het tweede en het derde lid om te keren en van het derde lid een tweede lid en van het tweede lid een derde lid te maken.

Bovendien is de redactie van het tweede lid niet erg geslaagd; de woorden "in zoverre de schade niet wordt vergoed uit hoofde van een regeling bedoeld in het eerste lid" zouden immers kunnen laten uitschijnen dat het recht om overeenkomstig de ontworpen wet schadevergoeding te vorderen, slechts erkend is voor het deel van de schade dat niet is vergoed uit hoofde van een van de genoemde regelingen, terwijl alle schade die niet volgens zo'n regeling vergoed is, aanleiding geeft tot vergoeding met toepassing van de ontworpen wet "mits zij tegen de aansprakelijke persoon een vordering naar gemeen recht kunnen instellen". Het zou bijgevolg beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Wanneer schade die door deze wet gedekt is, niet wordt vergoed uit hoofde van een van de regelingen bedoeld in het eerste lid, heeft de uitkeringsgerechtigde van zo'n regeling het recht om overeenkomstig deze wet schadevergoeding te vorderen, in zoverre hij tegen degene die voor de schade aansprakelijk is, een vordering naar gemeen recht kan instellen".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlan-daise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.